

Cette conception de la planification suppose une volonté politique résolue sous-tendue par une conscience claire et cohérente des objectifs de l'édification socialiste et par une vision stratégique juste des conditions nécessaires pour assurer une avance continue de la Révolution sur tous les fronts. Elle requiert, en outre, une projection correcte des étapes successives que doit suivre l'action, comme elle exige une connaissance exacte des potentialités du pays, reposant sur un inventaire rigoureux et sans cesse actualisé, des ressources nationales.

La planification nécessite un effort intense de réflexion et d'imagination pour détecter et mettre en valeur des potentialités nouvelles, pour démultiplier l'impact des moyens utilisés, pour prévenir les écueils ou écarter les dangers et, en définitive, pour assurer le succès de l'action.

Autrement dit, la planification est loin d'être une simple technique de prévision et de programmation ; elle est d'abord l'expression et la mise en œuvre d'une politique.

La planification doit ainsi constituer le cadre unique de référence pour l'identification, l'organisation, la coordination et la mise en œuvre des actions.

Dans ce contexte, le renforcement de la planification et son caractère impératif doivent permettre de garantir l'équilibre global, la cohérence des objectifs du développement économique et social, la mobilisation des ressources, la détermination des priorités ainsi que l'organisation efficiente des étapes de l'évolution de l'activité économique.

La planification a également, pour objectif fondamental, de renforcer la discipline collective, la démarche unitaire de l'action de développement et réunir les conditions nécessaires pour en assurer la réalisation de façon solidaire et complémentaire. Ainsi, la planification organise la mobilisation intense des ressources nationales, humaines et matérielles et l'amélioration de l'efficacité dans la gestion de l'économie nationale.

La planification prend, de ce fait, un caractère impératif et comporte, en conséquence, le suivi des actions engagées à travers les différentes institutions de l'Etat, afin de veiller au respect des objectifs fixés par la direction politique.

A ce titre, la planification constitue l'instrument qui permet à la direction politique de fixer les échéances correspondant aux objectifs du développement économique, social et culturel.

Aussi, est-il nécessaire de veiller au contrôle de l'exécution du plan et de sanctionner, positivement ou négativement, selon les résultats et à tous les niveaux, les responsables chargés de la concrétisation des objectifs fixés par le plan.

Il s'agit également de sanctionner dans les mêmes conditions, tous ceux qui, par leur fonction, ont la charge de réunir, directement ou indirectement, les conditions nécessaires au succès des plans de développement décidés par la direction politique.

Enfin, pour assumer pleinement le rôle qui lui revient, dans le cadre de l'édification du socialisme et dans le sens de la promotion rapide du peuple vers le progrès, la planification doit fonder son approche des problèmes sur les idées qui inspirent la démarche de la Révolution dans son œuvre de transformation de la société et de l'homme.

## 2 — La planification doit s'appliquer à l'ensemble des niveaux de l'économie, à prendre un caractère démocratique et décentralisé prononcé et devenir l'affaire de toute la nation

Il y a lieu, à ce titre, de renforcer, de façon particulière, la démocratisation et la décentralisation de la planification et d'accroître, dans ce cadre, le rôle des entreprises, des communes et des wilayas, en tant que partenaires dans le processus de planification.

De même, qu'il s'agit d'élargir le domaine de la planification à l'ensemble des activités sociales, économiques et culturelles.

Cela nécessite l'amélioration permanente des mécanismes garantissant l'articulation du plan national avec les programmes régionaux, sectoriels et d'entreprises, en même temps que la cohérence et l'articulation de l'ensemble de ces plans.

De cette manière, la planification participera au processus d'approfondissement et d'enrichissement de la démocratie socialiste, dans la mesure où elle constitue, à travers les institutions populaires, un instrument privilégié d'expression de besoins concrets à satisfaire, soit sur le plan social, soit au plan de développement, d'une manière générale.

L'Etat socialiste pourra ainsi orienter son action économique vers la satisfaction des besoins prioritaires exprimés par la population.

Parallèlement, il y a lieu de garantir l'enrichissement et la démocratisation de la planification que requièrent les systèmes articulés de plans régional, inter-sectoriel et d'entreprise à travers des mécanismes permanents d'ajustement des conditions de gestion de l'économie et des programmes d'action.

Ces ajustements se réalisent dans le cadre des plans annuels dont l'objectif est la préservation de la discipline dans le respect des priorités et la garantie de la cohérence globale des objectifs fixés durant l'exécution du plan.

Enfin, la planification doit consolider et élargir le secteur public, en tant que support principal de la mise en œuvre de la politique économique et sociale et du renforcement de l'indépendance économique du pays et intégrer le secteur privé national dans les plans de développement.